L'Algérie est responsable des violations commises par le "polisario" à Tindouf

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 26-12-2008 19:47:15

L'Algérie est tenue pour responsable des violations des droits de l'Homme commises à Tindouf dans le sud-ouest algérien, par le polisario, a affirmé le directeur de recherche dans la section MENA de l'organisation "Human Rights Watch" (HRW), M. Eric Goldestein, qualifiant d'"inacceptable" l'attitude d'Alger de renoncer à sa responsabilité.

"L'Algérie a abandonné sa responsabilité concernant les violations des droits humains commises par le +polisario+ sur son territoire. Ceci est inacceptable", a souligné M. Goldestein dans un entretien publié, vendredi, par le quotidien +Aujourd'hui le Maroc+.

"La communauté internationale doit tenir le gouvernement algérien, ainsi que le +polisario+, pour responsables de toute violation des droits humains" par le polisario sur le territoire algérien, a-t-il soutenu.

"Le gouvernement algérien, qui selon le droit international est responsable de la protection des droits de toutes les personnes se trouvant sur son territoire, a cédé la gestion effective des camps à un mouvement qui ne peut être tenu officiellement responsable pour ses pratiques en matière des droits humains dans le cadre de l'actuel système international", a expliqué M. Goldestein, ajoutant que les droits des personnes se trouvant dans les camps de Tindouf "restent fragiles en raison de l'isolement des camps et du flou juridique les concernant".

Il a, par ailleurs, rappelé que HRW a recommandé à l'Algérie dans son dernier rapport d'autoriser le contrôle sur le terrain de la situation des droits humains dans les camps de Tindouf par un mécanisme approprié qui sera mis en place par l'ONU, de modifier sa position apparente consistant à céder au "polisario" la responsabilité de protéger les droits humains des populations des camps de Tindouf et de reconnaître publiquement sa propre responsabilité en matière de garantie du respect des droits de toutes les personnes vivant sur le territoire algérien.

HRW, qui avait présenté son rapport, vendredi dernier à Rabat, sur les droits humains dans les provinces du sud et dans les camps de Tindouf, avait indiqué notamment qu'il existe un problème de visas pour être autorisés à se rendre à Alger et faire de même.

Dans son enquête, la mission de HRW avait séjourné pendant trois semaines en 2008 dans les provinces du sud et uniquement quatre jours dans les camps de Tindouf.

S'agissant du Maroc, M. Goldestein a "salué les avancées en matière des droits de l'homme" dans le Royaume qui sont "manifestes".

MAP